


Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

ÉDITORIAL

Le moment est venu pour l'importante délégation CADTM qui s'est rendue au forum social mondial 2006 de faire revivre ces moments chaleureux et denses. Mais l'actualité ne s'arrête pas là : de la fameuse taxe Chirac sur les billets d'avion aux remboursements anticipés de dette qui se multiplient, sans oublier les publications CADTM qui vous attendent dans les semaines qui viennent, il y a là de quoi alimenter réflexions et actions. Nous comptons sur vous pour les mener à nos côtés.  L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

A PARAÎTRE

Le CADTM France prépare la sortie prochaine de deux outils sur la dette qui, nous l'espérons, susciteront votre enthousiasme et emporteront votre adhésion.

D'une part, nous préparons une édition limitée du **DVD du film *Life and debt*** sur la



dette de la Jamaïque, sorti en salles en avril 2004. Ce DVD, disponible uniquement auprès du CADTM, sera fourni avec le livre *La Jamaïque dans l'étau du FMI* (par François Mauger et

Damien Millet) dans un coffret qu'il ne faut pas manquer : il n'y aura que 500 exemplaires en tout.

Pour mieux vous servir, nous mettons en place un système de pré-commande : au lieu de 18 euros, le coffret DVD+livre est à 16 euros pour toute réservation avant fin mars.

D'autre part, nous publions ***Dette odieuse***, une bande dessinée de 48 pages qui aborde un axe majeur de notre combat. A travers 4 pays emblématiques, Frédéric Chauvreaux et Damien Millet nous font suivre 4 destins pétris de révolte et d'espoir. Le vieux congolais, la danseuse indonésienne, la mère irakienne, le jeune argentin sont autant de témoins des ravages de la dette odieuse dans leur pays respectif. Cette BD, qui sera envoyée aux abonnés fin mars dans le cadre de leur abonnement, sortira en librairie le 3 mai. Pour toute commande au CADTM : 9 euros, port compris. Si vous voulez commander le coffret DVD ou la BD (ou les deux !), le règlement est à envoyer à : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau. Livraison début avril. N'hésitez plus !

AGENDA

4 mars, Eaubonne (95) : intervention de Véronique Racine lors du Forum social local.

4 mars, Ramonville St Agne (31) : intervention de Renaud Savéan sur le Togo.

4 mars, Lille (59) : réunion du groupe CADTM sur la libéralisation en Inde à travers l'exemple de Coca Cola, au Café citoyen.

10 mars, Châteauneuf sur Loire (45) : intervention de Damien Millet à l'invitation du CCFD, à 20h30.

18 mars, Versailles (78) : intervention de Damien Millet à l'invitation des Amis du Monde diplomatique, à 17h.

19 mars, Paris : CA du CADTM France.

24 mars, Biarritz (64) : intervention de François Mauger après le film *Life and debt*.

28 mars, Grenay (62) : intervention d'Eric Toussaint dans le cadre du Festival de la Critique Sociale du Capitalisme.

1er avril, Lille (59) : réunion du groupe CADTM sur la Jamaïque, au Café citoyen.

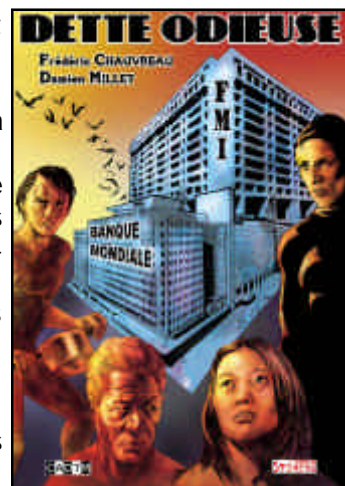
5 avril, Grenoble (38) : réunion avec Nora Cortinas, mère de la place de Mai.

7 avril, Bondy (93) : intervention de Claude Quémard, à 20h30.

8 avril, Lyon (69) : intervention d'Alexis Cléré sur la dette du Niger, au Centre social de St Just dans le 5e arrondissement, à 18h30.

10 avril, Grenoble (38) : intervention du groupe CADTM à la réunion mensuelle d'ATTAC

25 avril, Pessac (33) : intervention d'Eric Berr à la brasserie "Le boeuf sur la place", sur la dette des pays pauvres, à 18h30.



UN FSM DÉMULTIPLIÉ

Pour sa sixième édition, le Forum social mondial (FSM) a décidé d'être «polycentrique». Première escale : Bamako (Mali) du 19 au 23 janvier. Deuxième escale : Caracas (Venezuela) du 24 au 29 janvier. Troisième escale : Karachi (Pakistan) du 24 au 29 mars prochain — la décision de le reporter ayant été prise suite au tremblement de terre d'octobre 2005. Le CADTM a pris une part active dans les deux FSM qui viennent de se dérouler. Bilans et témoignages.

+ Debout à Bamako

Plus de 30 000 participants étaient attendus à Bamako ; il y en eut environ 20 000, venant principalement d'Afrique francophone. Les Maliens étaient bien entendu les plus nombreux, grâce au travail considérable du CAD Mali (Coalition des Alternatives Dette et Développement). Citons les 2 000 paysans venus du nord du pays, les jeunes militants très motivés réunis dans le «camp de jeunesse Thomas Sankara», les associations de femmes, ainsi que 49 parlementaires maliens venus rechercher le dialogue avec leurs concitoyens. Il est naturellement impossible de recenser toutes les associations qui avaient fait le déplacement.

Les débats furent de haute qualité, chacun apportant sa réflexion, son expérience ou ses interrogations. Les citoyens africains, qui subissent au quotidien les ravages de la mondialisation néolibérale, ont témoigné de manière très émouvante. Beaucoup de ces témoignages ont directement mis en accusation la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international, dont la presse africaine relaie souvent les intrusions dans l'économie du pays. Il faut dire aussi que cela arrange les potentats locaux qui ainsi se défont de leurs propres responsabilités. Voilà pourquoi un sujet a dominé nettement tous les débats, revenant de façon transversale dans tous les ateliers : la dette, outil de domination très subtil des différents créanciers sur les peuples du Sud. En accusation centrale figurent les mesures imposées aux Etats endettés par les institutions financières internationales, dont l'objectif est le paiement de la dette et l'imposition aux forceps de leur credo néolibéral, au mépris de la satisfaction des besoins élémentaires des populations. La privatisation des Chemins de fer du Mali a ainsi entraîné la fermeture de 26 gares sur 36, détruisant les petits marchés locaux aux alentours. En mars 2005, au Niger, la hausse brutale de la TVA sur les produits de première nécessité (farine, huiles, sucre, riz) a provoqué des mobilisations sociales très fortes jusqu'au recul du

gouvernement. Le désengagement de l'Etat dans les services publics rend inaccessibles les soins de santé et la scolarisation des enfants pour une majorité de la population. Les exemples abondent sur les dégâts provoqués par ces soi-disant mesures de « lutte contre la pauvreté ». Comment ne pas approuver l'indignation de ce participant : *«Faut-il donc qu'ils créent de la pauvreté pour, ensuite, dire qu'ils luttent contre la pauvreté ?»*

Ce Forum n'a pas seulement été un lieu de témoignages, il a aussi été un lieu de mises de réseaux, de partage d'expériences d'éducation populaire et de mobilisations. Des livres (dont ceux du CADTM) ont circulé, indispensables échanges de connaissances pour asseoir nos luttes. Notre stand CADTM était littéralement pris d'assaut après chacun des débats sur la dette et cela fut aussi l'occasion de discussions animées.

Malgré quelques «ratés» d'organisation et «l'éclatement» du Forum

en plusieurs sites de la ville, malgré surtout la faible participation des habitants de Bamako (le maintien d'une entrée payante, même minime, rend impossible la participation d'une population dont le principal souci est de trouver l'argent nécessaire pour sa survie), ce FSM a été un



réel lieu de mise en commun des résistances. L'équipe du CADTM a participé à une douzaine d'ateliers, assurant rigoureusement le programme établi.

De nombreux réseaux de luttes contre le système néolibéral sont déjà à l'oeuvre en Afrique et ont pu se renforcer durant ce forum : CAD Mali déjà cité, associations de migrants, syndicats, associations de paysans menacés par les privatisations des terres et les OGM, associations de lutte pour les droits de l'Homme, etc. La privatisation de la Compagnie malienne de développement des textiles a été pour le moment repoussée sous la pression des producteurs de coton, mais la Banque mondiale exerce d'énormes pressions pour obtenir dès 2008 la privatisation de ce qui reste la colonne vertébrale de l'économie malienne. Des audits citoyens de la dette se mettent en place. Des combats aboutissent, les résistances se mutualisent. Pour le peuple africain qui cherche à se mettre debout, le FSM de Bamako aura été une étape essentielle et exemplaire.

▼ ROSELINE PÉLUCHON

+ Exaltation à Caracas

Fort d'environ 100 000 participants, le «foro» de Caracas nous a fait une impression globalement très positive. De l'avis même des habitués de Porto Alegre, le principal point faible en aura été l'organisation. Les sites étaient très éloignés les uns des autres, certains ateliers furent annulés, reportés ou déplacés sans que

l'information correspondante ne circule. Quant au déchiffrement du programme, celui-ci relevait parfois plus du défi que d'une simple lecture. Un manque de coordination en amont a également représenté une perte aux multiples déclinaisons pour les mouvements sociaux : perte de l'opportunité de tisser des liens, de créer des espaces de débats plus amples et ouverts, d'élaborer des alternatives, des stratégies ou des actes de résistance à une plus grande échelle. Il est vrai que les attentes suscitées par la révolution bolivarienne menée par Hugo Chávez étaient grandes.

Et à vrai dire, les interactions entre ce contexte politique vénézuélien et les dynamiques du Forum ont été d'une extrême richesse. Pour sa part, le gouvernement de Chávez a naturellement souhaité appuyer l'espace de débats et d'élaboration d'alternatives au modèle dominant que constitue le Forum. Réciproquement, le fait que le Forum soit hébergé dans un pays où un processus révolutionnaire est en oeuvre a libéré un espace considérable pour mener des réflexions radicales. En effet, le fait que ce pays vive une révolution, et soit donc dans un processus de transformation sociale, a permis que les débats dépassent les seules analyse et dénonciation du système actuel. Dès lors que ce Forum avait lieu dans un contexte de contestation frontale du modèle dominant, les échanges se situaient d'emblée dans un cadre de contestation radicale et ont donc pu se porter sur un approfondissement de l'analyse des processus de transformation sociale, sur la conception d'actions visant à faire tomber ce système, et sur l'élaboration d'alternatives au modèle prédateur actuel. Absolument passionnant !

Du côté de la dette, le CADTM a organisé et/ou participé à une quinzaine d'ateliers. Nous avons pu constater que le thème de la dette était repris dans de nombreuses autres activités et qu'il constituait la pierre angulaire de nombreuses luttes. Preuve de cet intérêt, la télévision nationale vénézuélienne nous a largement ouvert son antenne, ce qui nous a permis de développer nos analyses et d'accroître la visibilité des revendications du CADTM.

Ces fenêtres médiatiques nous auront également donné l'opportunité d'appeler Chávez à la création d'un front latino-américain du refus de la dette. Ce front, qui pourrait réunir l'Argentine, le Brésil, la Bolivie et le Venezuela permettrait de créer un véritable rapport de force avec les créanciers. Il affaiblirait la logique d'isolement imposée par les institutions financières internationales et le Club de Paris et permettrait que des alternatives au modèle de domination opéré par la dette s'incarnent dans des institutions telles qu'un Fonds monétaire latino-américain, dont les principes centraux seraient la solidarité et la souveraineté des peuples.

Ce « foro » vénézuélien a également été l'occasion d'avancer sur le dossier de l'Observatoire international de la dette (OID). Si un site internet est déjà ouvert et permet d'appréhender les effets de la dette grâce à de nombreuses analyses et au moyen d'indicateurs alternatifs à ceux des institutions internationales (www.oid-ido.org), les nombreuses rencontres et réunions qui se

sont déroulées à Caracas nous ont permis de mesurer le soutien important dont bénéficie l'OID ainsi que les attentes qu'il suscite. Ainsi, afin de fournir un point de vue qui ne soit pas celui des seuls créanciers, comme se plaisent à le faire les institutions internationales, et de mettre en évidence les effets de la dette sur les pays en développement, l'OID fournira un rapport annuel sur la situation de la dette. Rendez-vous est donc pris au



second semestre 2006 pour le premier rapport de l'OID, avant de se retrouver lors du septième forum social mondial à Nairobi en 2007.

▼ ERIC BERR ET JULIE CASTRO

+ Témoignage bolivarien...

Au FSM, les Vénézuéliens, et en particulier les gens de Caracas, étaient très présents et nous avons vu de longues queues de gens qui cherchaient leur accréditation gratuite. Il y avait une énergie, une mobilisation encore beaucoup plus forte qu'à Porto Alegre. Sur la TV alternative *Tele Vive*, un message passait en boucle « *Otro mundo e posible contigo* » (Un autre monde est possible avec toi) et il était demandé à tous ceux qui pouvaient logger des personnes d'appeler un numéro de téléphone.

Ce forum s'est tenu à un moment historique pour les peuples d'Amérique du Sud : le Venezuela tient tête aux USA ; Evo Morales, premier président indien du continent, vient d'être élu en Bolivie ; Cuba sort de son isolement en Amérique latine ; l'Argentine vient d'accueillir à Mar del Plata une rencontre qui a vu la déroute du projet de libre commerce nord-américain (Alca) ; Lula noue des relations avec ses partenaires du Sud. Les mouvements sociaux des différents pays s'affirment tous comme sud-américains et on découvre que l'Alba (Alternative bolivarienne pour l'Amérique) n'est plus seulement un projet : elle est en marche. La référence à Bolivar et à l'aube n'est pas fortuite, elle reprend l'oeuvre commencée par Bolivar de créer une seule nation d'Amérique du sud, libre et indépendante. L'Alba est un réel contre-projet qui ne se contente pas d'établir d'autres relations commerciales entre les pays d'Amérique du Sud, mais elle remet l'homme au coeur du développement et détrône la toute puissance de la marchandise.

Telesur, télévision pour les peuples d'Amérique du sud, témoigne de cette nouvelle orientation (www.telesur-tv.net). Cette télévision qui a été lancée en juillet dernier associe le Venezuela, l'Argentine, Cuba et l'Uruguay. Elle s'affirme comme une contre CNN. Les

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : mars 2006

Photos : Roseline Péluchon (p2) - Julie Castro

peuples d'Amérique du Sud ont été abreuvés pendant des décennies d'informations et d'images produites par des groupes médiatiques transnationaux du Nord. Cette récente initiative où collaborent des équipes du Sud du continent apporte enfin une image de la réalité vécue et des informations faites par des journalistes sur place en lien avec les mouvements sociaux. Les USA ne s'y sont pas trompés et ont qualifié Telesur de « *menace pour les Etats-unis* ».

La force de la mobilisation contre le FMI et la Banque Mondiale est impressionnante. Un slogan était repris par de grandes assemblées : « *No debemos, no pagamos* » (Nous ne devons pas, nous ne payons pas) et beaucoup arboraient des tee shirts sur lesquels on pouvait lire : « *Deuda : somos nosotros los acreedores* » (Dettes, nous sommes, nous, les créanciers).

Si nous sommes allées au FSM à Caracas, c'était aussi pour essayer de mesurer sur place l'importance des changements réels intervenus pour le peuple vénézuélien. Dans la mesure où nous étions reçues par la famille de Carmen, dont tous les membres étaient à un titre ou à une autre partie prenante du processus, nous avons pu approfondir certaines questions tout simplement en partageant leur vie quotidienne.

Un des axes fondateurs est la formation à tous les niveaux à travers différentes « missions » : Mission « Robinson » pour l'alphabétisation des adultes, mission « Ribas » pour les adultes qui veulent reprendre leurs études et devenir bacheliers, mission « Sucre » pour les universitaires. Nous avons eu l'occasion de discuter avec différentes personnes qui avaient suivi ces parcours. Et à chaque fois, nous



avons pu mesurer combien ces cursus ne se contentent pas de distribuer un savoir mais contribuent à former un être humain en vue de transformer la société.

Nous avons pu découvrir avec Mario, un frère de Carmen, directeur d'école qui va des tout-petits jusqu'aux adolescents de 18 ans, l'importance donnée à la pédagogie et la formation morale des jeunes. Mario est directeur d'une école dans un quartier très pauvre. Cette école s'occupe non seulement de la pédagogie, mais aussi du bien-être des enfants. Les enfants qui ne mangent pas à leur faim dans le « *barrio* » ont droit au cours de la journée à trois repas gratuits, à l'école.

Un autre de nos étonnements a été de découvrir combien les Vénézuéliens étaient parties prenantes des choix politiques. En nous promenant dans le marché, nous sommes tombées régulièrement sur des étals qui vendaient la Constitution bolivarienne. Il s'agit d'un petit livre bleu grand comme le pouce avec une couverture bleue qui se vend au prix d'un euro. En discutant avec le marchand nous avons appris que ce petit livre avait été vendu à plusieurs millions d'exemplaires

et nous avons rencontré des gens qui pouvaient citer les articles qui concernaient leurs besoins vitaux ou leurs champs d'action. Les gens connaissent la Constitution qui est leur oeuvre.

En effet, en 1998, quand Chavez a été élu pour la première fois, il a organisé un référendum pour savoir si les Vénézuéliens voulaient travailler sur une nouvelle Constitution. Entérinant la réponse positive, il a organisé un vote devant désigner des élus constituants. Cette assemblée constituante a, à son tour, convoqué des assemblées populaires et la nouvelle Constitution est vraiment le résultat de ce travail. Il est donc tout naturel que le peuple se reconnaisse dans cette Constitution qu'il a ensuite largement approuvée. Sur le même étal, on trouve des petits cahiers de différentes couleurs qui sont les lois prises en application de la Constitution et les gens achètent ces petits cahiers. Par exemple, l'article 82 rappelle le droit au logement et la loi d'application accorde un titre de propriété à toutes les familles qui ont construit leur maison de brique et de broc en occupant les terrains de manière illégale. Ces familles ont droit à un titre de propriété si elles se réunissent en comité de voisinage et réfléchissent ensemble aux questions d'adduction d'eau, d'évacuation des ordures, de garde des tout-petits, de scolarité des plus grands, etc. On voit bien, par cet exemple, comment le gouvernement accorde des droits réels aux gens tout en encourageant la démocratie participative.

Quand nous rentrions le soir, regarder la télévision était un réel plaisir. Le canal 8 diffusait des images jamais vues ailleurs. C'était une télé où il n'y avait jamais de publicité pour des objets, mais régulièrement les programmes étaient entrecoupés de petits spots encourageant à lire *Don Quichotte* ou *Les Misérables*, de petits courts-métrages sur Gandhi et la paix, d'autres d'assemblées vivantes encourageant les gens à la participation. Les nouvelles étaient vivantes et de nombreux reportages sur les quartiers reflétaient la vie des gens. Nous avons même vu deux jours de suite le président du Parlement élu depuis décembre, homme d'une trentaine d'années, dialoguant sur une place publique avec de nombreuses personnes et quand nous nous sommes renseignées sur cette assemblée de rue, il a été répondu qu'ils l'appelaient « *assemblée parlementaire de rue* », que c'était tout nouveau, et qu'il n'était pas sûr que ce soit une bonne solution mais qu'il fallait essayer, puis évaluer. Ces innovations continues sont caractéristiques du processus bolivarien.

Le canal 8 est celui de *Tele Vive*. Nous sommes allées dans les locaux et avons rencontré le coordinateur. Cette télé alternative est née en novembre 2003. Elle a vu le jour après le coup d'état de 2001 contre Chavez où le peuple vénézuélien a été secoué par le rôle joué par tous les médias qui ont largement appuyé l'opposi-

tion et qui ne rendaient pas du tout compte de la réalité de la mobilisation populaire. Cette chaîne est née dans le quartier de Catia et son animatrice Blanca Eckourt est devenue responsable de Tele Vive. C'est une toute autre conception du travail. Les journalistes trop formatés ont été écartés. À la place, des jeunes des communautés ont appris le métier. Le journaliste n'apparaît jamais sur le devant de la scène commentant des événements, la parole est toujours donnée aux gens en direct. Les reportages d'une semaine de jours sont préférés et pendant les 2 premiers jours, les thèmes sont redéfinis avec les gens.

Nous sommes bien décidées à faire connaître l'ensemble de ce processus bolivarien qui fut la toile de fond d'un FSM passionnant.

▼ CARMEN CALZADILLA ET MARTINE TOULOTTE

+ Bon forum, bonne santé !

Le Forum intercontinental de la santé qui s'est tenu en amont du FSM à Caracas, m'aura donné l'opportunité de rencontrer des acteurs de la réforme du système de santé actuellement en cours au Venezuela. Cette réforme a été conçue de bas en haut : dans le cadre de Barrio Adentro 1, ce furent ainsi d'abord les dispensaires de quartiers qui furent construits, appuyés par la présence de milliers de médecins cubains. Au total, ce sont 1809 lieux d'attention primaires qui ont vu le jour dans le pays. Le fonctionnement de chacun d'entre eux fait l'objet d'un contrôle populaire à travers les «comités de santé» qui réunissent des habitants du quartier. Ces usagers font

vivre le dispensaire, y organisent les activités, et accompagnent et facilitent le travail du médecin (logement, nourriture, etc.). Remontant ensuite dans la pyramide des soins, la réforme se poursuit actuellement avec la création de structures de soins de référence au sein de Barrio Adentro 2, telles que les cliniques populaires, les centres de diagnostic et d'investigation, et les centres de réhabilitation. En terme de politiques de santé, la prévention et la promotion de la santé sont placées au cœur des consultations et au-delà retrouvent toute leur place dans la conception même du système de soins. Les discussions du Forum ont aussi permis d'aborder les nombreux autres chantiers ouverts, notamment l'instauration d'un système de sécurité social universel et l'attitude et les mesures à prendre vis-à-vis du secteur privé. La visite de plusieurs dispensaires m'a permis de prendre la mesure extraordinaire de ces réformes et d'échanger avec les acteurs de santé sur leurs expériences. Autant vous dire que je n'ai pas vu l'ombre d'un visiteur médical, et que les notions de «recouvrement des coûts» ou «trou de la Sécu» paraissaient -enfin- à des années-lumières...

▼ JULIE CASTRO

LA DETTE FAIT LE LIT DU TABAC

Deuxième cause de mortalité dans le monde, le tabac tue chaque année 5 millions d'êtres humains d'après l'Organisation mondiale de la santé. Et les disparités géographiques sont -là encore- extrêmes : 84% des 1,3 milliard de fumeurs se trouvent dans les pays en développement et les pays dits en transition. A vrai dire, il ne s'agit néanmoins pas véritablement de disparités géographiques. Car les multinationales profitent du dogme du «libre échange» pour inonder ces pays de cigarettes. Elles y pratiquent des prix très bas, et leurs stratégies publicitaires visent particulièrement les jeunes à travers la promotion d'une image émancipatrice et moderne du tabac. Certes, une Convention cadre sur le contrôle du tabac est entrée en vigueur en février

de l'an passé et donne la priorité à la santé publique. Pendant ce temps pourtant, les politiques qui ont préparé le terrain en amont de cet autre génocide sanitaire courent toujours : les mesures de « libéralisation » des économies à travers les Programmes d'ajustement structurel et ses avatars des Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté sont imposées par les

Institutions financières internationales. L'OMC légitime et permet de renforcer le pillage et l'exploitation des multinationales sur les richesses naturelles et humaines des pays du Sud. Au rang de celles-ci, les multinationales du tabac opèrent en coulisse un travail de lobbying très puissant et parviennent largement à contourner les contraintes législatives. Si cette Convention représente une avancée certaine et un outil de lutte pour les pays signataires, il n'en demeure pas moins qu'une analyse et une action sur les causes sous-jacentes à la situation actuelle sont une étape incontournable si l'on veut renverser réellement la tendance et mettre un terme à l'hécatombe. L'annulation totale et inconditionnelle de la dette en est un noeud crucial.

▼ JULIE CASTRO

NOUS AVONS SIGNÉ

+ La campagne d'Agir Ici pour la **protection des forêts dans le bassin du Congo**.

+ La campagne des Amis de la Terre pour demander aux grandes **banques françaises** de prendre en compte les changements climatiques, de financer l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.



UNE DETTE RÉDUITE DANS LA DOULEUR

Quatre grands pays font aujourd'hui l'actualité de la dette pour leur action visant à alléger ce lourd fardeau. En janvier 2006, l'**Argentine** a remboursé par anticipation la totalité de sa dette due au FMI (9,8 milliards de dollars). Le **Brésil** également a remboursé toute sa dette envers le FMI (15,5 milliards de dollars) et se prépare à rembourser en 2006 tout ce qu'il doit au Club de Paris (2,6 milliards de dollars) et à l'ONU (135 millions de dollars). En février, le Brésil a également annoncé le rachat de bons Brady (qui avaient été émis à la fin des années 1980 pour restructurer la part privée de la dette sous le contrôle des Etats-Unis) pour un montant de 6,6 milliards de dollars, économisant ainsi 345 millions de dollars d'intérêts. La dette extérieure du Brésil est récemment passée sous la barre des 200 milliards de dollars, mais la dette intérieure reste énorme : 430 milliards de dollars. Dans la foulée, le **Venezuela** a annoncé qu'il allait réduire sa dette extérieure de 15% en remboursant de manière anticipée 4,7 milliards de dollars, notamment 700 millions de dollars de bons Brady devant arriver à échéance en 2020. Enfin, la **Russie**, qui accueille cette année le sommet du G8, a émis le souhait de rembourser en 2006 plus de 11 milliards de dollars dus au Club de Paris. Voulant faire bonne figure, elle a proposé que ces sommes soient affectées à l'aide au développement, ce qui est assez gonflé puisque cela revient à imposer aux créanciers ce qu'ils vont faire de l'argent qu'elle leur rembourse... Cette proposition a été accueillie froidement, le ministre allemand des Finances avouant même que son pays comptait sur les intérêts dont le priverait un remboursement anticipé... Le fardeau de la dette se trouve donc un peu allégé pour quelques pays émergents, mais il est fort regrettable que ces pays fassent payer à leurs populations des sommes aussi considérables alors que depuis plusieurs décennies, elles se saignent aux quatre veines sans profiter des sommes empruntées. Une répudiation pure et simple aurait été bien plus simple et bien plus conforme à l'intérêt des populations...

COMPTONS SUR LES DOIGTS

+ Les **profits réalisés par les majors pétrolières** en 2005 sont désormais connus. Et ils sont astronomiques : 36 milliards de dollars pour ExxonMobil, 25 milliards pour Shell, 19 milliards pour BP, 12 milliards pour Total, modeste quatrième mais réalisant là le plus gros bénéfice d'une entreprise française jamais réalisé. Ajoutons à cela que Total a consacré plus de 4 milliards de dollars en 2005 pour racheter et détruire ses propres actions afin de réduire le nombre disponible et d'en faire monter le cours... Le dividende versé aux actionnaires va augmenter de 20%, alors que les négociations salariales ont abouti à une très modeste hausse de 2,5%... L'ensemble des profits 2005 des grandes multinationales du secteur dépasse 110 milliards de dollars, soit plus de la moitié de la dette extérieure de toute l'Afrique subsaharienne. Evidemment, les dégâts sociaux et environnementaux que ces sommes dissimulent ne sont absolument pas pris en compte. Quand décidera-t-on de taxer fortement ces sommes pharaoniques ? A quand une vraie redistribution de la riches-

se à l'échelle planétaire ?

+ Les **créanciers privés ayant prêté à Saddam Hussein** se sont vus proposer par le gouvernement irakien actuel d'échanger leurs créances contre un bon du Trésor ayant subi 80% de décote et remboursable à partir de 2020 seulement. Et d'une, cela va relégitimer la dette odieuse de Saddam. Et de deux, encore une belle occasion de perdue de répudier totalement la dette.

LIRE

+ **La fin de l'Empire. La désintégration du système américain**, Walden Bello, Fayard, 2006. Directeur de l'ONG Focus on the Global South, le philippin Walden Bello démonte les dilemmes de la domination des Etats-unis : la surextension qui les pousse à intervenir de plus en plus à l'étranger, ce qu'ils ne peuvent reproduire à l'infini ; la surproduction qui plombe l'économie mondiale ; la crise de légitimité. Pour défendre leurs intérêts stratégiques, ils ont d'abord soutenu des régimes autoritaires et répressifs. Ils ne s'en sont éloignés que pour imposer de prétendus régimes démocratiques soumis au FMI et à la Banque mondiale mieux à même d'imposer aux populations des politiques d'ajustement structurels et de «libéralisation». Loin d'opposer Clinton à Bush, il qualifie le multilatéralisme supposé du premier d'unilatéralisme non absolu. Pour lui, Bush met toute son énergie à «acquérir une supériorité militaire si écrasante qu'aucun pays ni aucune coalition de pays ne pourrait même rêver de l'égaliser». L'enlisement en Irak va contrecarrer ses plans. Sur le plan économique, les Etats-Unis ont prôné la mondialisation comme méthode d'unification de l'empire, la finance devenant hégémonique, ce qui a conduit aux crises des années 1990 en Amérique latine et en Asie qui permettent de «discipliner et resubordonner les pays en développement dans l'intérêt des Etats-Unis et des autres économies du Centre». Aujourd'hui, la doctrine affirmée est «le commerce des grands groupes capitalistes au-dessus de tout». Passionnante mise en perspective.

+ **Enemigos. Confessions d'un homme clé du FMI**, Ernesto Tenenbaum, Danger public, 2006. Ce livre rend compte de l'échange d'e-mails, pendant 4 mois en 2004, entre l'auteur, journaliste argentin de gauche, et Claudio Loser, l'un des plus hauts fonctionnaires du FMI au moment de la grave crise argentine de 2001. La confrontation est âpre et très intéressante. Les questions de Tenenbaum fusent : «Pour quelle raison a-t-on célébré la privatisation des caisses de retraite comme un acte de courage, alors qu'il s'agissait d'un hold-up ?», assénant même à son interlocuteur une citation de Mariano Grondona : aux yeux des libéraux, «le flottement du dollar a toujours été plus important que le flottement des cadavres sur le fleuve». Libéral acharné, Loser nous permet de comprendre les multiples errements du FMI : «Il est exact qu'il n'existe aucun volet social dans le consensus de Washington. [...] Le chômage était considéré comme un mal passager qui se guérirait tout seul.» Bien que solide défenseur de l'action du FMI, il le compare dans son fonctionnement au Parti communiste, à l'Armée et au Vatican. Deux visions s'affrontent, démontrant bien à quel point le FMI est contesté et a besoin de se refaire une santé médiatique.

» DAMIEN MILLET

DE LA TAXE TOBIN À LA TAXE CHIRAC

Le 8 décembre 2005, l'Assemblée nationale française adoptait la création d'une taxe sur les billets d'avion destinée à financer un programme de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria. Comprise entre 1 et 40 euros selon les classes et les destinations, elle entrera en vigueur le 1er juillet 2006 pour 18 mois. Un amendement prévoit qu'au 31 décembre 2007, un bilan conditionnant sa poursuite sera effectué.

De nombreuses organisations dans le monde, dont Attac et le CADTM, militent en faveur de taxes internationales sur les mouvements de capitaux (taxe de type Tobin) qui permettraient de réallouer des ressources vers les plus démunis, mais aussi de contribuer à une régulation des marchés financiers. Aussi lorsque Chirac lança un groupe de travail sur une nouvelle fiscalité internationale pour le financement du développement, on a pu penser que cette idée de taxe «Tobin» n'était plus une lubie d'altermondialistes utopiques et irresponsables.

En 2004, à la veille de l'assemblée générale de l'ONU, Chirac et Lula, rejoints par le Chilien Lagos et l'Espagnol Zapatero, plaidèrent en faveur d'un impôt mondial contre la pauvreté. Mais les pays opposés à une taxation internationale sont nombreux et en janvier suivant, le discours de Chirac adressé au forum de Davos fut accueilli avec scepticisme.

On ne parla plus de développement, mais simplement de lutte contre des pandémies dans les pays pauvres et, au sein de l'Union Européenne, Paris et Berlin proposèrent une taxe sur le kérosène ou sur les billets d'avion. Plus question de taxe sur les transactions financières...

Chirac va pouvoir laisser son nom à une nouvelle taxe, mais, au fil du temps, cette mesure est devenue une "mesurette".

Pour la lutte contre le sida, l'ONU évalue les besoins à 15 milliards de dollars pour la seule année 2006. Or les gains escomptés, 210 millions d'euros par an, sont bien inférieurs, non seulement à ces besoins mais aussi à ce que pourrait rapporter une telle taxe à l'échelle de la planète (3 milliards de dollars). Cela serait déjà bien dérisoire par rapport aux besoins de développement estimés par le PNUD à 80 milliards de dollars par an pendant 10 ans.

D'autre part, ce type de taxe transfère la responsabilité des Etats vers certains consommateurs... et pendant ce temps, l'aide publique au développement, financée sur le budget des Etats, reste bien en-deçà des engagements pris à l'ONU en 1970 : 0,7% du PIB. Serait-ce une ruine pour les pays riches? 35 ans plus tard, seuls cinq pays d'Europe y sont parvenus, la France traînant encore à 0,41%.

Et cette nouvelle taxe ne fait même plus référence au développement, il s'agit de lutte contre la pauvreté et plus particulièrement contre le sida. On ne s'interroge pas sur le système qui engendre et aggrave la pauvreté. Or le fonctionnement débridé et spéculatif des mouvements de capitaux, facilité par l'existence des paradis fiscaux, est l'une des causes de la pauvreté dans le monde. Une taxe sur les billets d'avion n'aura aucun impact sur ces mouvements de capitaux.

Lutter contre la pauvreté devrait aussi commencer par l'annulation des dettes qui étranglent les pays en développement. Les pays d'Afrique consacrent en moyenne 38% de leur budget au service de la dette, une part gigantesque puisque parfois quatre fois plus élevée que l'ensemble de leurs budgets de santé et d'éducation. La pingrerie des riches créanciers qui mettent tant d'obstacles à l'annulation de ces dettes est criminelle.


Quelle cohérence y-a-t-il à prétendre lutter contre le sida ou

la malaria dans les pays pauvres, quand, dans le même temps, FMI et Banque mondiale leur imposent par les PAS (plans d'ajustement structurel) de réduire drastiquement leurs budgets publics et, en matière de santé, la récupération des coûts sur le dos des usagers et des malades !

Enfin, depuis 1995, l'OMC s'est associée au FMI et à la Banque mondiale pour imposer le libre-échange aux pays en développement. Négociations dans le cadre de l'OMC, PAS, accords de Cotonou les contraignent à libéraliser leurs services, y compris la santé, à ouvrir toujours plus leur marché intérieur en supprimant les droits de douane à l'entrée. Or, pour certains pays, ces droits de douane, outre qu'ils protégeaient leurs productions locales, leur procuraient jusqu'à 40% de leurs ressources fiscales permettant le financement de la santé et de l'éducation. Au nom du libre-échange, on administre à ces pays le «médicament qui tue». Les pays riches ne devraient-ils pas aussi cesser d'organiser la fuite des cerveaux, notamment des personnels de santé ? Sur les 200 infirmières formées au Swaziland ces deux dernières années, 150 ont été happées par la Grande-Bretagne !

Le financement de la lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria est un bel objectif, mais alors pourquoi rendre quasi impossible l'accès des pays pauvres aux médicaments vitaux ? En effet l'ADPIC, cet accord de l'OMC qui protège, par le système des brevets, les profits des multinationales de la pharmacie, interdit de fait aux pays pauvres de faire produire et d'importer des copies de médicaments récents. La procédure dérogatoire à l'ADPIC, qui vient d'être pérennisée à la veille de la conférence de Hong Kong, est tellement contraignante qu'aucun pays pauvre n'a, jusqu'à ce jour, cherché à la mettre en route. L'épidémie de sida continue donc à se développer. Mais soucieux de préserver les intérêts de leurs laboratoires, les pays riches, dont la France, refusent de modifier l'ADPIC. Comme si l'épidémie de sida n'était pas une urgence, ils proposent des dispositions dérogatoires impossibles à mettre en oeuvre. Les brevets, eux aussi, tuent !

Sous des apparences de solidarité, on veut bien «lutter» contre la pauvreté, en maintenant une logique d'assistance, mais sans rien changer au système qui conforte et renforce la domination des grandes firmes capitalistes.

La taxe Chirac, qui ne remet pas en cause ce système, n'a plus grand-chose à voir avec les taxes globales de type «Tobin» telles que les revendiquent de nombreuses organisations altermondialistes. C'est ce qu'il faudra faire valoir lors de la rencontre internationale que Chirac a prévue les 28 février et 1er mars prochains pour rallier d'autres pays à son initiative et la rendre ainsi internationale.  MICHELLE FOURNY

BRÈVE

+ Peu avant sa visite en Inde et au Pakistan, faisant allusion aux caricatures de Mahomet, George W. Bush a déclaré : *«Quand la protestation tourne à la violence, les gouvernements ont l'obligation de restaurer le respect de la loi, de protéger les vies et la propriété, et de faire en sorte que les diplomates qui servent leur Nation à l'étranger soient en sécurité. [...] Nous comprenons qu'établir le juste équilibre est difficile mais nous ne devons pas permettre que les foules dictent l'avenir du sud asiatique.»* Cela fait penser à une autre citation, datée de 1973 et signée Henry Kissinger, au moment du renversement de Salvador Allende et du coup d'Etat de Pinochet au Chili : *«Je ne vois pas pourquoi nous laisserions un pays devenir marxiste simplement parce que son peuple est irresponsable.»* Qui a dit que les Etats-Unis étaient les défenseurs de la **démocratie** dans le monde ?

LE PLUS GRAND HOLD-UP...

Empire d'Alexandre, colonies romaines, annexions, guerres, razzias, esclavage, dettes sans fin sont bien connues. Férocité et barbarie les caractérisent. Avatars de la civilisation, ces horreurs sont restées géographiquement localisées jusqu'au 17ème siècle.

La première globalisation de l'inhumanité fut le commerce triangulaire, avec le transfert de 10 à 20 millions d'Africains vers les Amériques pendant près de 300 ans. Peut-être 30% de la population dans la force de l'âge du continent a été ainsi violemment prélevée. Ce hold-up sur les travailleurs noirs a permis à la bourgeoisie européenne d'accumuler d'immenses richesses et de s'ouvrir les portes du pouvoir.

Forcés de reconnaître que les Noirs avaient une âme, et devant l'impossibilité morale de continuer ce commerce très rentable, les gouvernements européens, au 19ème siècle, ont lancé leurs missionnaires blancs puis leurs armées à l'assaut du continent africain, travail qui avait déjà été largement entamé sur d'autres régions.

La colonisation a été le deuxième hold-up globalisé de l'homme sur l'homme. Bien qu'elle dure moins d'un siècle, elle offre de nouvelles opportunités d'accumulation de richesses inouïes aux grandes familles. Elle se terminera environ 15 ans après la deuxième guerre mondiale, cette très grande boucherie globalisée.

L'affaiblissement des grands capitalistes et la pression des nationalistes permet, au cours des années 1960, à la plupart des pays africains de gagner leur indépendance. L'endettement lié à la reconstruction nécessaire des nouveaux pays sera le nouveau sésame de la prédation, le levier de la nouvelle servitude.

Après la très forte hausse des taux d'intérêts occidentaux au début des années 1980, l'effondrement des cours des matières premières qu'ils exportent et l'organisation par les gouvernements du Nord d'une grosse corruption des décideurs africains, la poursuite de l'enrichissement des très riches par l'accaparement du travail et des richesses du tiers-monde est assurée.

La dette publique est le troisième hold-up globalisé. Elle est bien devenue cet élément de continuité, qui, au nom de l'ultralibéralisme, permet aux familles les plus riches de dominer cette nouvelle planète, pour elles sans frontière.

L'horreur et des millions de morts sont au rendez-vous de ce magnifique levier de mise en esclavage : économique, cette fois. Il n'y a plus besoin d'armée étrangère, pas de violence directe, l'assujettissement est plus difficile à voir et à comprendre, donc à combattre. La guerre d'Irak, qui contredit cette thèse, est l'erreur évidente de celui qui se croyait le maître du monde. La dépendance est cachée sous les termes de la bonne (ou plutôt mauvaise) gouvernance, et tout le fatras de la novlangue du scientisme économique, volontairement opaque. On est rentré dans l'univers de la

finance, cette arme invisible.

Les pauvres meurent de faim, une catastrophe naturelle les touche, la morale populaire ne l'accepte pas. On envoie quelques cargos de maïs OGM, quelques subsides. Ils meurent de sous-nutrition et de maladies par millions, les pays se sous-développent, leur croissance démographique est insoutenable, la corruption gangrène tout l'appareil du pouvoir, l'argument imparable tombe : les pays riches ne peuvent pas sauver la planète entière. Sous-entendu, il faudrait peut-être que les pauvres commencent à se prendre en charge : «au boulot, tas de feignants» ou «l'Afrique se suicide», thèses simplistes mises en avant par Stephen Smith et quelques autres, évitant la recherche des causes historiques et des responsabilités externes. Elles sont pourtant le socle du délabrement de l'Afrique du 21ème siècle sur lequel des caïds en tous genres ont pu créer le chaos d'aujourd'hui et au milieu duquel ils prospèrent.

Les grands médias, propriétés exclusives des grandes familles ultralibérales, clament à tue tête et régulièrement que la dette est annulée, relayant les mensonges de la Banque mondiale, du FMI et des états créanciers. Les électeurs trop crédules, au Nord comme au Sud, ne peuvent réagir aux mystifications de leurs gouvernants : la prédation peut continuer, main basse sur les richesses africaines et silence, on tourne.

Dans un système où Consumérisme, Croissance et Capital sont des dogmes inébranlables, l'appétit des capitalistes chinois et indiens pour les matières premières à bas prix dont l'Afrique est bien pourvue risque d'amplifier encore le phénomène.

L'histoire nous apprend que les pires atrocités prennent fin sous la pression de la volonté populaire. Un jour viendra où les populations des pays pauvres comme celles des pays riches comprendront que la dette est une mécanique infernale qui les appauvrit tous, les uns comme les autres. Le plus grand hold up globalisé de tous les temps, la dette publique, sera enfin compris pour ce qu'il est : une barbarie prédatrice et génocidaire de quelques-uns sur des milliards d'autres.

▼ NICOLAS SERSIRON

CITATION

+ «L'idée selon laquelle les pays en développement doivent s'auto-alimenter est un anachronisme, vestige d'une époque révolue. Ils feraient mieux d'assurer leur sécurité alimentaire en comptant sur les produits agricoles des Etats-Unis, qui la plupart du temps coûtent bien moins cher.»

JOHN BLOCK, SECRÉTAIRE À L'AGRICULTURE DES ETATS-UNIS, 1986

+ «Les pays qui veulent des accords de libre-échange avec les Etats-Unis doivent satisfaire à des critères qui ne sont pas seulement économiques et commerciaux. Au minimum, ils doivent aider les Etats-Unis à atteindre leurs objectifs de politique étrangère et de sécurité nationale.»

ROBERT ZOELLICK, ALORS SECRÉTAIRE ETATS-UNIEN AU COMMERCE

Bientôt le printemps, j'adhère au CADTM !

B22

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____ @ _____

[] Adhère au CADTM France : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

[] M'abonne aux publications du CADTM : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**